Livelihoods, une solidarité originale entre entreprises et communautés démunies

Bernard Giraud

Un milliard cinq cents millions de personnes souffrent de la faim, la majorité étant des paysans pauvres exposés à la dégradation de leurs écosystèmes. Le fonds Livelihoods aide des communautés rurales à réaliser de grands projets de restauration de ces écosystèmes. Huit entreprises se sont associées à Danone en investissant dans le fonds. En retour, elles reçoivent des crédits carbone contribuant à limiter leur empreinte environnementale, ce qui crée une solidarité originale entre grandes entreprises et communautés rurales démunies.

J'ai occupé pendant plusieurs années le poste de directeur général du développement durable de Danone, et c'est au cours de cette expérience que s'est posée pour le Groupe la question de la réduction des émissions de carbone. Avec sept millions de tonnes d'émissions par an, émanant de nos usines, des emballages et de notre logistique, notre groupe a souhaité réagir rapidement sur cet enjeu lié au changement climatique. Nous avons alors déployé un système de normes et d'indicateurs internes qui nous a permis de réduire nos émissions de 30 % en quatre ans. Mais pour une entreprise en croissance continue, s'en tenir aux quotas fixés par la réglementation se révèle vite une course sans fin. Il fallait donc reprendre les données du problème.

Un carbone en cache un autre

Au premier abord, le carbone est considéré de façon négative car le terme renvoie aux émissions industrielles. Mais en s'intéressant plus fondamentalement au phénomène, on constate qu'il y a un cycle silencieux du carbone, avec des plantes et des matières organiques qui fixent et absorbent le carbone, pour le plus grand bénéfice de tous. C'est pourquoi, nous en sommes venus à considérer le problème du carbone sous le double angle des émissions et de la compensation. La question est alors devenue : comment à la fois réduire nos émissions de carbone et soutenir les écosystèmes qui le fixent ?

En ouvrant ainsi la problématique, nous avons réalisé que notre action serait non seulement bénéfique pour le climat, mais également pour les populations qui, partout dans le monde, vivent de l'agriculture. Pas moins d'un milliard de gens souffrent en effet de la faim dans le monde, dont 70 % sont des ruraux vivant d'une agriculture de subsistance, très sensible à la qualité des écosystèmes. Détruire les mangroves au Sénégal ou déforester dans les forêts tropicales, a en effet souvent pour conséquence de faire disparaître les terres fertiles. Dans ces conditions, investir dans le soutien des écosystèmes revient à agir sur les ressources qui font vivre ces millions de gens qui en dépendent. C'est pourquoi nous avons nommé notre fonds *Livelihoods*. Pour signifier notre implication sur les ressources qui font vivre les gens, sur cet enjeu de stabilité sociale qu'est la sécurité alimentaire.

Tout sauf se racheter une conscience

Au lancement du fonds en 2008, Franck Riboud a mis deux conditions à son soutien : il fallait que notre action soit à la fois peu coûteuse, pour se déployer sur le long terme, mais aussi et peut-être surtout, inattaquable. En aucun cas notre action ne devait être assimilée à du *greenwashing* et faire penser que nous cherchions

Bernard GIRAUD

Président Livelihoods Venture,
Senior Advisor Sustainability and Shared Value Creation, Danone

à nous racheter, comme lorsqu'au Moyen Âge on achetait des indulgences papales. Ce sont ces principes qui ont présidé à la mise en place et au déploiement du modèle. On les retrouve dans le fonds mutuel créé en 2011, avec le soutien de huit autres groupes intéressés par notre approche innovante et responsable de la compensation carbone: Schneider Electric, le Crédit Agricole, Firmenich, SAP, La Poste, la Caisse des Dépôts et Consignations, Hermès et Voyageurs du Monde.

Pour comprendre la spécificité de notre fonds d'investissement, il faut remonter quelques années en arrière, lors de la signature du Protocole de Kyoto. À cette époque, l'Union européenne s'est démarquée en instaurant un marché intérieur du carbone qui incite les acteurs privés à financer leurs propres émissions. Concrètement, des quotas d'émission sont fixés qui obligent les entreprises à limiter leurs émissions ou à les financer, par le recours à des crédits carbone cessibles sur un marché spécifique: l'*European Union Emissions Trading System* (EU ETS). Aujourd'hui, ce marché, ouvert aux acteurs mondiaux, régule 80 % des émissions. Avec quelques années de recul, on constate qu'il favorise désormais les pays en forte croissance industrielle comme la Chine, au détriment de l'Union européenne, en ralentissement économique. C'est pourquoi le marché est en difficulté, et le prix de la tonne ne cesse de baisser. De dix euros la tonne en 2012, le prix est aujourd'hui tombé à environ trois euros.

Penser en financier pour aller au-delà

C'est sur un autre marché, où les industriels investissent volontairement qu'opère notre fonds mutuel. Beaucoup plus restreint, ce marché parallèle permet aux entreprises d'investir dans des projets générateurs de crédits carbone. Bien que cessibles, ces crédits sont en général conservés par les entreprises qui les utilisent pour compenser leurs propres émissions polluantes. Danone utilise par exemple ce système pour compenser les émissions générées par sa marque Evian lors du conditionnement et du transport. Cette habitude de générer des crédits carbone pour les utiliser à ses propres fins explique que ce marché se maintienne mieux, avec un prix à la tonne d'environ huit euros aujourd'hui. Mais pas seulement.

Pour expliquer l'attractivité de ce marché, il est nécessaire de raisonner au-delà du bénéfice direct. Dans le cas de notre initiative, plusieurs apports indirects sont en effet à considérer. Une entreprise qui investit dans Livelihoods récupère non seulement des crédits carbone, mais s'offre l'opportunité d'affirmer un véritable leadership en matière de développement durable et de responsabilité sociale. Par ailleurs, l'effet de réseau qui joue dans le cadre de nos projets en fait souvent des lieux d'innovation inattendus, dont l'effet de levier pour l'entreprise n'est pas négligeable. Ainsi, le groupe Danone a-t-il pu profiter tout récemment de l'une de nos actions en Inde pour organiser un atelier d'innovation, où les spécialistes en nutrition infantile ont approfondi leur connaissance du lien entre cultures et nutrition. Plus improbable et tout aussi fructueuse est la rencontre qui s'est faite entre l'organisation non gouvernementale (ONG), avec laquelle nous travaillons à Sumatra, et le centre des soieries d'Hermès de Lyon particulièrement intéressé par les techniques de teinture artisanales redéployées dans les communautés locales aidées.

© Jean-François Hellio

Faire pousser des projets

Grâce au soutien de nos investisseurs, notre fonds peut aujourd'hui intervenir sur des projets à grande échelle dans deux domaines d'activité: la restauration des mangroves et "l'agroforesterie". Le mécanisme de notre action est alors assez simple: l'argent récolté par notre fonds par la vente de parts de SICAV (société d'investissement à capital variable) est directement attribué à des ONG que nous sélectionnons pour la pertinence de leurs projets écologiques et, plusieurs années après, des crédits carbone sont générés qui reviennent aux détenteurs de parts au prorata de leur investissement. Notre fonds a donc deux originalités: d'abord, nous nous inscrivons dans une logique de préfinancement, en apportant dès le début du projet l'argent nécessaire aux ONG pour qu'elles lancent et déploient leurs actions, démarche que n'entreprend pas même la Banque mondiale, qui assez paradoxalement n'intervient qu'en soutien de projets déjà existants et jamais en amorçage. De plus, rien ne permet de prévoir l'issue des projets et la quantité de crédits carbone qui seront générés.

> Mon rôle est de choisir les ONG qui ont fait de belles choses à un petit niveau pour les aider à passer à l'échelle supérieure.

Dans ce contexte, la sélection des projets et des partenaires qui les portent est primordiale. Mon rôle est de choisir les ONG qui ont fait de belles choses à un petit niveau pour les aider à passer à l'échelle supérieure. En République démocratique du Congo, cela consiste par exemple à associer quatre cent villages et à replanter dix mille hectares. C'est à cette échelle que notre ambition d'animer un mouvement social global peut véritablement s'affirmer. Pas question toutefois d'oublier la

dimension humaine. Elle est même au cœur de nos choix d'investissements. Il faut que les projets soient portés par les populations elles-mêmes, que nous les sentions convaincues par la nécessité de se mobiliser et de s'investir. Alors nous intervenons. En général, ce sont des projets à bas coûts. Donner de l'argent aux gens au hasard et attendre est à l'opposé de notre démarche. Nous sommes profondément investis, et nous cherchons toujours des partenaires impliqués.

© Jean-François Hellio

Une mécanique de précision

En jouant le rôle d'agrégateur, les ONG locales sont essentielles au mécanisme. Récipiendaires des fonds Livelihoods et liées sur vingt ans par des contrats d'achat de crédits carbone, elles sont tenues d'intervenir dans des conditions de professionnalisme imposées par les règles du marché carbone. Un processus typique est celui qui s'est imposé pour notre projet de plantation au Sénégal: il a d'abord fallu enregistrer le projet et le faire valider par les communautés et les gouvernements locaux, puis l'enregistrement a dû être confirmé par l'Organisation des Nations unies (ONU), enfin une évaluation est menée tous les trois ans sur le terrain pour confirmer l'existence des plantations. Et cela, sans qu'aucun crédit carbone n'ait encore été généré. Entre-temps, il aura fallu déployer une véritable logistique pour planter cent millions de plants en trois mois, ou encore faire face à divers fléaux naturels comme une invasion d'araignées rouges attaquant les plantations.

Vu les contraintes imposées, les ONG qui collaborent avec nous sont souvent obligées de se structurer très fortement, mais c'est finalement pour le plus grand bénéfice de tous. En effet, tandis que les porteurs de projet déploient leur expertise au niveau local, nous intervenons au travers du réseau Livelihoods pour les mettre en relation et, leur permettre de partager des solutions concrètes sur des problèmes souvent sans réponse. Planter de la mangrove au Sénégal et en Inde, c'est à la fois différent et semblable. Chaque fois que nécessaire, nous intervenons donc pour permettre aux porteurs de projet d'échanger, comme par exemple l'année dernière en vallée d'Araku, où nous les avons réunis pour trouver des solutions à cinq grands problèmes. Entre hommes d'expérience, les trois jours ont été très productifs. Chacun pourra en faire profiter sa communauté locale.

Un monde d'initiatives

Animés par l'ambition de fédérer les initiatives locales, notre action se déploie aujourd'hui sur tous les continents. Parmi les pays où nous sommes présents, on peut citer le Sénégal, la République démocratique du Congo et, plus récemment, le Guatemala, l'Inde, l'Indonésie ou encore le Kenya. Au Guatemala, nous venons en aide aux populations rurales repoussées dans les montagnes par l'extension dans les plaines des grandes plantations. À des altitudes où la préservation de l'écosystème est aussi vitale que la survie des populations, notre action consiste non pas à empêcher les pauvres de défricher, mais de limiter l'extension de leurs exploitations en intensifiant la production des terres qu'ils exploitent déjà, grâce à l'agroforesterie. Pour cela, nous avons soutenu la création d'une formation qui permet aux petits exploitants d'apprendre de leurs pères mais aussi de leurs pairs. Gage de l'intérêt de notre démarche, le gouvernement guatémaltèque est désormais engagé à nos côtés et finance une partie de notre action. Une logique de cofinancement que l'on retrouve en Inde.

Le projet financé par Livelihoods est cofinancé par une entreprise indienne, qui estime comme nous qu'il est profitable de soutenir ces femmes du Sundarbas qui récupèrent patiemment les graines de palétuviers pour les replanter dans leurs exploitations sans cesse menacées par les inondations. En ravivant la végétation, elles renforcent la solidité des digues de terre et mettent à l'abri leurs habitations et leurs villages. C'est dans la même perspective que nous intervenons désormais en Indonésie, où après vingt ans d'élevage intensif de crevettes, des territoires entiers ont été déforestés. Patiemment, nous essayons de soutenir la reconstitution des mangroves et de revigorer les écosystèmes.

L'effet de réseau qui joue dans le cadre de nos projets en fait souvent des lieux d'innovation inattendus.

En Afrique, après le Sénégal et la République démocratique du Congo, notre soutien s'est porté vers un projet kényan. Au pied du mont Kenya où le bois sert encore beaucoup à préparer les repas, nous subventionnons la vente de foyers fermés, dont l'efficacité énergétique permet de réduire la consommation de bois. Alors que leur production revient à cinq dollars, nous les vendons deux dollars. En échange de ce soutien financier, les femmes s'engagent à replanter quarante arbres chacune, pour compenser les arbres brûlés pour cuire la nourriture. Par ces exemples, on comprend qu'il serait plus facile pour de grands groupes de compenser ses émissions de carbone par des projets plus classiques mais nous avons choisi une voie innovante: fédérer les efforts pour promouvoir une compensation carbone à haute valeur sociétale et environnementale.

L'avenir est aux femmes et aux enfants

Un intervenant: *Vous nous avez beaucoup parlé de l'engagement des femmes dans les projets. Où sont les hommes?*

Bernard Giraud: C'est vrai. Les femmes jouent un rôle essentiel dans les projets soutenus par Livelihoods et bien sûr avec des différences selon les situations locales et les structures sociales. En Afrique par exemple, il est frappant de voir les dynamiques d'auto-organisation des femmes et la part croissante qu'elles prennent dans les activités économiques. Comme le fait remarquer Muhammad Yunus, les femmes un peu partout dans le monde, ont le souci de leur famille, d'investir l'argent qu'elles gagnent pour assurer l'avenir, la santé, l'éducation des enfants, etc. Dans les projets Livelihoods en Inde, dans les Sundarbans (Bengale Occidental) et dans la vallée d'Araku (Andhra Pradesh), les rôles sont encore très marqués mais on peut voir les évolutions en cours. Par exemple dans les Sundarbans, du fait de l'absence des hommes qui émigrent une bonne partie de l'année pour travailler dans les grandes villes ou les Émirats, les femmes se sont organisées au niveau de chaque village. Ce sont elles qui sont les acteurs principaux du projet Livelihoods de replantation des mangroves qui protègeront leurs villages contre les cyclones. Dans la vallée d'Araku, un programme spécial d'éducation des filles est conduit par notre partenaire, la Fondation Naandi. Après plusieurs années, on peut observer l'évolution: les jeunes filles qui ont bénéficié de ce programme ont davantage confiance en elles, elles prennent la parole, elles sont informées et s'engagent beaucoup plus facilement que leurs mères. Ce sont ces évolutions qu'il nous faut encourager à tous les niveaux.

Int.: *En faisant le parallèle entre votre action et la mienne dans les quartiers en difficulté, je constate que l'on a déversé des trésors financiers avec des résultats plutôt médiocres. L'une des causes que j'identifie est la logique* top-down *qui est trop souvent appliquée, et qui n'incite pas à l'implication des personnes de terrain. Pensez-vous que votre démarche puisse s'appliquer dans nos pays?*

B. G.: Je ne sais pas si notre démarche aurait du succès en France. Cependant, je constate que la pyramide des âges joue un grand rôle. Malgré des situations souvent très difficiles, quand il y a des jeunes, il y a souvent beaucoup de dynamisme. Ils voient leur avenir positivement mais il est toujours primordial que les projets lancés soient bien leurs projets. Je me souviens qu'au Guatemala un homme seul plantait des arbres avec sa famille. En lui demandant pourquoi le reste de la communauté n'en faisait pas de même, nous avons appris que la finance carbone imposait que la parcelle replantée ait été déforestée depuis plus de vingt ans, ce qui n'était pas le cas. On a alors repris le problème, pour relancer la dynamique communautaire en plantant toutes les parcelles, y compris celles qui ne répondaient pas aux critères carbone. Faire autrement, ce serait briser la dynamique communautaire. Ce n'est pas encore gagné, mais une chose est sûre: la véritable victoire, c'est de faire en sorte que les familles s'organisent elles-mêmes.

Qui se ressemble s'assemble

Int.: *La structure juridique est-elle un critère de sélection des partenaires locaux que vous choisissez?*

B. G.: Cela entre en effet en ligne de compte dans notre choix, mais de façon secondaire. La distribution des foyers au Kenya se fait avec une entreprise sociale. Dans les autres cas, ce sont des ONG. Ce qui nous importe est la qualité du projet et de l'équipe qui l'anime. Nous faisons avec les personnes qui nous paraissent les plus appropriées. Nous recherchons des entrepreneurs, et les leaders des projets sont de magnifiques entrepreneurs.

Int.: *Vos projets réunissent probablement un certain nombre d'experts qui ont des visions de ce qu'il faut faire. Pouvez-vous nous parler de ces chefs de projet qui arrivent à faire le lien entre toutes ces individualités?*

B. G.: Nous avons fait le choix d'une équipe restreinte de généralistes connaissant bien ce type de projets, complétée par un réseau d'experts qui interviennent sur des missions spécifiques, comme l'expertise des sols, les espèces végétales à planter dans tel ou tel milieu écologique, la mesure du carbone stocké, etc. Nos partenaires du réseau sont également très engagés, ils partagent avec l'équipe de Livelihoods la même passion pour ces projets, les mêmes valeurs et méthodes d'intervention. Ils ont peut-être la tête dans les nuages, mais ils ont les pieds dans la mangrove. Ce sont des gens qui ne se contentent pas de faire une recommandation sur un beau papier à en-tête.

En ce qui concerne le pilotage du projet, c'est clairement le développeur, à savoir l'ONG ou l'entrepreneur social, qui est aux commandes. Nous n'interférons pas dans le management de leur projet. C'est important car c'est leur projet. Et c'est sans doute une bonne chose, car il est illusoire de croire que l'on peut piloter un projet à distance. En revanche, nous avons un interlocuteur pour chaque projet au sein du fonds Livelihoods. Nous essayons d'être de vrais partenaires et nous entretenons un dialogue constant.

Int.: *Comment fonctionne Livelihoods Venture?*

B. G.: Nous fonctionnons comme n'importe quelle société de gestion ou de conseil de fonds d'investissement. Livelihoods Venture est financé par un pourcentage prélevé sur le capital du fonds, ce qui permet d'assurer le fonctionnement de la structure et notamment de rétribuer les six personnes en charge du fonds.

Responsable à tous les niveaux

Int.: *Comment fait-on pour gérer des projets de seulement quelques millions d'euros sans que les frais de gestion n'absorbent la majeure partie?*

B. G.: Les entreprises qui composent le fonds et l'équipe de Livelihoods Venture sont très attentives à ce que l'essentiel

débat

de l'argent soit investi sur le terrain et aille directement aux populations concernées. L'argent est versé directement aux ONG, sans passer par les gouvernements ou des structures intermédiaires. Il n'y a donc aucune évaporation des fonds. Ensuite, nous travaillons avec des petites structures locales, dont les frais de gestion sont faibles. Ainsi, ces organisations n'emploient pas d'expatriés, et n'ont pas de grands sièges sociaux. Elles s'appuient sur des personnes qui sont totalement investies dans leurs projets. Enfin, il faut avoir

© Jean-François Hellio

à l'esprit qu'intervenir sur le marché du carbone impose des règles très strictes, avec des vérifications indépendantes régulières. Cela génère un coût, mais impose aussi une grande rigueur.

Int.: *On parle beaucoup du marché carbone, mais il y a d'autres grands contributeurs au changement climatique, comme le gaz méthane. Comment régulez-vous les émissions de vos propres projets?*

B. G.: En fait, le carbone est un terme générique, une unité de compte qui agglomère les différents gaz à effet de serre contribuant au changement climatique, dont le méthane, qui sont convertis en équivalent carbone. Quand je vous parlais des émissions de carbone de Danone, c'est en fait la conversion de tous les gaz émis par l'entreprise.

Pour éviter de détruire d'un côté ce que nous sauvegardons de l'autre, nous sommes par ailleurs contraints de calculer tous les effets secondaires engendrés par nos projets. Les projets liés au carbone sont en effet fondés sur le principe de "l'additionalité": il faut qu'ils ajoutent quelque chose à la situation existante, financièrement et techniquement. Les crédits générés ne comptabilisent que le solde positif. C'est d'ailleurs controversé. En ce qui concerne la mangrove par exemple, n'est comptabilisé par les méthodologies que le carbone capté par le feuillage et très marginalement le carbone intégré dans la vase. Mais la science avançant, ces effets sont démontrés. Et nous en bénéficierons le moment venu.

Si seulement le marché carbone marchait

Int.: *J'ai compris qu'il y a deux marchés du carbone différents, mais vous avez évoqué ces grands groupes qui font leur marché interne et ont encore un prix différent. Pourriez-vous revenir sur ces aspects techniques?*

B. G.: Il existe aujourd'hui deux types de marchés du carbone. Un marché obligatoire EU ETS qui réunit de grandes entreprises fortement émettrices et qui sont "sous quotas", c'est-à-dire que leurs émissions polluantes sont plafonnées. Le choix pour ces entreprises est alors de réduire leurs émissions jusqu'au niveau de ce quota ou alors d'acheter à d'autres entreprises des crédits carbone, pour compenser ces émissions. Le marché volontaire sur lequel nous intervenons est un marché de gré à gré. Lorsque nous commencerons à distribuer les premiers crédits carbone du projet sénégalais l'an prochain, les entreprises détentrices de parts pourront tout à fait les revendre sur ce marché. Celui qui les achèterait pourrait alors se targuer d'avoir en sa possession des crédits d'une certaine qualité, des crédits auxquels est attachée une histoire, la création de valeur sociale et environnementale. Il y a donc une segmentation du marché, comme dans n'importe quel marché. Livelihoods et les entreprises qui ont investi dans le fonds, ont fait le choix de crédits difficiles à produire au travers de projets complexes mais à forte intensité sociétale. En achetant des crédits carbone de réduction d'émissions sur des centrales thermiques à charbon, le prix serait d'environ deux euros la tonne à l'heure actuelle. Nos crédits issus des projets Livelihoods se vendraient eux environ à sept ou à huit euros la tonne. Les entreprises qui investissent dans notre fonds souhaitent principalement utiliser ces crédits pour compenser leurs propres émissions, pas les revendre. On pourrait donc supposer qu'elles se désintéressent du prix. Ce n'est pas le cas: nous raisonnons toujours en tenant compte qu'elles ont la possibilité à tout moment d'acheter d'autres crédits sur le marché volontaire. Nous veillons donc à ce que les crédits générés par notre fonds ne soient pas plus chers que ceux qui se négocient sur le marché. C'est ce qui nous conduit à faire très attention à nos coûts de production et à travailler en ce sens avec les ONG. L'essentiel est de trouver le bon équilibre entre la valeur durable créée pour les communautés et la valeur créée pour les entreprises qui financent ces projets au travers du fonds.

Int.: *La situation serait-elle meilleure pour vous si les crédits carbone étaient plus chers?*

B. G.: Oui, ce serait un signal très encourageant. Il y aurait probablement davantage d'investisseurs. Le marché carbone serait alors probablement perçu de façon beaucoup plus positive. Il est dommage en effet que l'Union européenne ait inventé ce formidable dispositif et qu'elle n'en tire pas avantage. Lorsque ce marché du carbone a été créé, un certain nombre de grandes ONG s'y sont opposé. Il aurait été préférable de faire du judo en s'appuyant

sur la force du marché carbone pour la mettre au profit de projets de développement à impact social et environnemental. Mais rien ne dit que le prix de la tonne de carbone ne remontera pas. Et il ne faut pas oublier que d'autres marchés ont été créés ces dernières années: en Australie, en Californie, d'autres sont en cours d'expérimentation, par exemple en Chine dans six grandes villes.

Des prises d'initiative qui font réfléchir

Int.: *Je suppose qu'il n'y a pas toujours de correspondants locaux pour mener vos projets. Vous arrive-t-il alors de créer ces partenaires?*

B. G.: Ce qui est formidable, c'est que le monde fourmille d'initiatives. Au stade où nous en sommes nous cherchons plutôt à identifier les porteurs de projet existants. Par exemple, nous avons étudié quarante projets différents avant de repérer celui que nous voulions au Guatemala où Livelihoods démarre un projet d'agroforesterie de 4000 hectares avec des communautés mayas. Il y a donc une sélection très fine avec des critères rigoureux. Mais cela n'empêche pas parfois certains malentendus. Dans le cas de ce projet, animé par une équipe formidable, nous avons été déconcertés au début: ils nous présentaient des coûts prévisionnels environ deux fois plus élevés que partout ailleurs. C'est alors que le responsable nous a regardés et nous a dit: «*Si je comprends bien, vous voulez des projets d'ONG?*» C'était amusant. Ils pensaient que nous étions dans une démarche industrielle d'achats de plants à l'extérieur à un coût élevé alors que notre approche consiste à former les communautés pour créer leurs propres pépinières et produire leurs plants, avec un maximum de retombées économiques et sociales pour la communauté. On a alors pris quelques mois pour repositionner le projet, afin que les populations locales soient les premières bénéficiaires.

Int.: *Arrivez-vous à faire école dans d'autres entreprises ou institutions internationales par votre exemple?*

B. G.: Savoir combien de fois nous sommes imités est l'un de nos critères. La situation actuelle du marché du carbone n'incite pas aux initiatives. S'il y avait eu un accord international, la donne serait sans doute différente. En revanche, de plus en plus d'entreprises s'interrogent sur des initiatives qui combinent logique business et logique de création de valeur sociale et environnementale. On voit apparaître de nouveaux modèles hybrides dans l'esprit de Livelihoods mais qui interviennent dans d'autres domaines. Le rapport demandé par le ministre chargé du Développement, Pascal Canfin à Emmanuel Faber (directeur général délégué du groupe Danone) porte précisément sur ces nouvelles approches qui favorisent le décloisonnement, la cocréation, entre des acteurs privés et publics, entre des entreprises et des ONG, du Nord et du Sud.

Réformons l'aide publique au développement

Int.: *Je suis ému par la générosité de votre projet, mais plusieurs exemples récents me viennent à l'esprit où, une fois aidées, les populations pauvres se livrent à la violence. C'est un point qui n'apparaît pas dans le tableau que vous peignez...*

B. G.: Nous intervenons dans des endroits où la violence et les guérillas ne sont pas rares. Je crois que la source principale de la violence est le désespoir. Les jeunes sont les mêmes partout, ils veulent pouvoir se construire un avenir. Quand ils ont la possibilité de se former, d'accéder à un emploi ou de participer à un projet, ils se mobilisent, et ils ont envie de tout donner. Il me semble que le meilleur moyen de prévenir la montée de la violence, c'est de réaliser avec les communautés des projets porteurs d'espoir et de confiance. C'est le sentiment que j'ai lorsque je constate qu'en Casamance, plusieurs centaines de villages ont planté plus de cent millions de palétuviers pour reconstituer les mangroves nourricières sans qu'à aucun moment la guérilla locale ne s'en prenne au projet; ou en Inde où les communautés de la vallée d'Araku ont planté 6000 hectares d'arbres fruitiers et de caféiers. À aucun moment la guérilla naxalite implantée dans la région n'est intervenue contre le projet qui est fortement soutenu par la population. Ces exemples nous ont conduit à réfléchir à ce qu'il est convenu d'appeler *l'aide au développement*. Si l'on part des acteurs, si on leur permet d'agir et d'exprimer leur potentiel, alors on a plus de chances de faire avancer les choses dans la bonne direction.

Cela permettra-t-il d'éviter que les millions de jeunes Africains qui arrivent chaque année sur le marché du travail ne deviennent désespérés et agressifs? Nul ne peut le dire. Mais au moins faisons-nous notre part. Peut-être connaissez-vous la fable du colibri? Un jour que la forêt est en feu, les animaux se réunissent pour discuter des solutions, tandis qu'un colibri ne cesse de faire des aller et retour au-dessus d'eux, une goutte d'eau dans le bec. Les animaux, qui s'interrogent et commencent à se moquer, lui demandent alors: «*Que fais-tu?*» Et lui de répondre: «*Je fais ma part.*»

Jean Béhue Guetteville

La séance a eu lieu le 4 décembre 2013 dans le cadre du séminaire Économie et sens.